




Marseille / le 6 avril 2017

Face à l'extrême droite : pour l'unité syndicale et les luttes sociales !

 **Le 19 avril le Front National tiendra un meeting à Marseille. Malgré les efforts de ses dirigeants pour lisser son image, le FN continue d'être un parti nationaliste, autoritaire et xénophobe dont l'essentiel du programme repose sur des discriminations et la désignation de boucs-émissaires.**

Pour lui, tout est bon pour attiser les peurs et les haines, favorisant le repli sur soi et le culte du chef : l'islam, les réfugié-es, l'Europe, les grèves, les faits divers, le terrorisme, le mariage pour tous... Et y compris en n'hésitant pas à recourir à une vision « complotiste », où seul le FN serait censé dire « la vérité ».

Que le FN parle aujourd'hui de « laïcité », de « services publics », qu'il évoque « un retrait de la loi Travail » ou un retour à « la retraite à 60 ans », et prétende incarner un parti « antisystème » ne saurait abuser personne. Derrière l'instrumentalisation de ces thématiques, ce parti reste foncièrement hostile au progrès social et un danger pour tous les salarié-es et leurs organisations syndicales.

Le FN est ainsi contre la fixation d'un salaire maximum pour les grands patrons et

contre aussi une hausse du SMIC - qui représente pourtant le revenu de plus de 3 millions de salarié-es en France - en arguant que cela entraînerait « une charge supplémentaire pour les entreprises » !

Le FN prétend ne pas vouloir remettre en cause les 35 heures mais fait la promotion de « dérogations au niveau des branches professionnelles » qui pourraient se faire sans compensation salariale, ou bien en rétablissant la défiscalisation des heures supplémentaires qui est précisément la mesure permettant de s'attaquer aux 35 heures...

Le FN est pour un apprentissage « dès 14 ans », soit un retour du travail des enfants pour alimenter la compétition entre salarié-es.

Après avoir soutenu les contre-réformes libérales en matière de retraites, qui ont augmenté l'âge de départ et réduit les pensions, le FN revendique un âge légal de départ en retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation. Mais il reste dans le flou sur la possibilité de partir à 60 ans sans ces 40 annuités et surtout annonce la suppression du « compte pénibilité » pour ne pas pénaliser les entreprises.

Le mot d'ordre de « préférence nationale » est au service d'un patriotisme économique qui dissout les droits et dresse les uns contre les autres : salarié-es du secteur privé et du secteur public, salarié-es français-es et étranger-es, salarié-es et chômeurs-euses.

Pour le FN, il n'y a pas de place pour les syndicats de salarié-es, lesquels sont jugé-es hostiles à ce « patriotisme économique ». Le projet de ce parti est ni plus ni moins que de mettre sous la tutelle de l'État les organisations syndicales et d'œuvrer à leur remplacement par des structures corporatistes n'ayant plus recours à un quelconque rapport de force, dans la lignée de la « charte du travail » sous Pétain.

Car derrière ses efforts de communication, le FN c'est toujours « travail, famille, patrie » et ce parti conserve des liens évidents avec des groupuscules d'extrême droite prônant la violence et qui sont ouvertement racistes.

Le 20 mars dernier, c'est sans aucun doute deux représentants d'un de ces groupuscules, casqués et armés, qui sont allés agresser en pleine nuit à son domicile un militant d'un collectif antifasciste marseillais, qui a eu beaucoup de chance d'échapper à la mort.

C'est toujours cette extrême-droite qui, la même semaine, a fait pression pour empêcher un débat sur les migrants dans un collège d'Aix en Provence.

Les politiques libérales menées par les gouvernements successifs en France et en Europe, doivent être doublement combattues :

- Parce qu'elles sont responsables de la montée du chômage, de la misère, du dumping social, de la casse des services publics.
- Parce qu'elles sont responsables de la montée d'une extrême droite de plus en plus décomplexée qui est un danger mortel pour les salarié-es et les citoyen-ne.s

Ce combat, contre l'appauvrissement du plus grand nombre au profit de quelques un-es, contre le chômage et la remise en cause de nos droits, est plus que jamais indispensable.

Pour nous, organisations syndicales des Bouches du Rhône, le FN ne sera jamais un parti comme un autre. Le vote FN ne sera jamais une solution.

Face à son discours d'imposture qui ne cesse de se répandre, les organisations syndicales des Bouches du Rhône réaffirment la nécessité des luttes sociales, unitaires, pour continuer d'aller vers le progrès, la justice et la solidarité.

UD CGT 13 / CNT-SO 13 / FSU 13 / SOLIDAIRES 13 / UNEF